



Contribution de Michel JOUVET

michel.jouvet.01@orange.fr

Covid-19 Glanage 5 Approfondir et poursuivre la réflexion... suite et fin 12.05.2020

Pendant la période du confinement, l'équipe du Conseil de développement a recensé diverses tribunes et points de vue publiés dans la presse. Leur lecture a été à la fois l'occasion de surprises et d'approfondissements de la réflexion.

J'ai essayé, en voyageant dans ces lectures mais aussi d'autres qui me sont propres, d'approfondir mes connaissances et ma réflexion. Ce moment historique nous appelle à stimuler notre intelligence pour mieux comprendre et essayer de nous projeter sur l'après-crise. Ces lectures m'ont amené à reformuler à l'essentiel des constats parfois contradictoires, exprimer des interrogations ou impressions de manière incomplète et subjective. Je les ai déjà livrés dans 5 textes intitulés « Penser par nous-mêmes » et « Glanage 1, 2 et 3 et 4 » ().*

Au moment du déconfinement, je livre ici un nouvel et dernier écrit, Glanage 5. Ma méthode de travail a évolué en citant les auteurs des textes et en résumant leur propos. L'exercice est difficile et j'ai le droit à l'erreur. C'est à chacun de réagir en le complétant pour le débat et les échanges à venir.

Le monde de demain en débat

Plutôt qu'un après, il y aura peut-être un long pendant (Philippe Silberzahn)

« L'après » nous éloigne du monde de maintenant. C'est plus facile d'évoquer un monde lointain et illusoire que de se plonger dans la gestion de la réalité. Le monde d'après repose sur 2 postulats qui n'ont rien d'évident : d'abord que l'épidémie appelle nécessairement un monde d'après, ensuite, que nous pourrions le définir. L'histoire montre que le monde d'après, fait d'incertitudes et de surprises, correspond rarement à ce qui est prévu. Cela permet surtout de conforter ses modèles mentaux et de mettre l'événement au service de sa cause. On échappe ainsi à nos responsabilités d'aujourd'hui car c'est l'échelle où nous pouvons agir.

Un diagnostic collectif s'impose : sans changement de boussole, le pays explosera (Laurent Berger)

La crise montre que le rôle de l'État et des services publics est prédominant face à un libéralisme débridé et à l'explosion des inégalités. La crise conforte les propositions du « Pacte social et écologique(**) ». La situation exige une grande responsabilité. Il y a des interrogations sur ce que l'État aurait dû faire mais, confronté à l'urgence, il a pris les mesures qui s'imposaient pour protéger les entreprises et les travailleurs, notamment à travers le chômage partiel.

Contrairement à la CGT, la CFDT a fait le choix de l'activité sous réserve d'un dialogue social de qualité pour assurer la sécurité des travailleurs. Il n'est pas légitime de demander de travailler plus alors que des milliers de chômeurs supplémentaires sont attendus. Il s'agit de travailler tous et mieux. Nous refusons un chemin fait « de sueur et de larmes » pour tracer plutôt un chemin désirable, ni pavé de roses ni inégalitaire.

Il ne faut ni taxer le travail, ni la consommation, ni créer un impôt pour tous. Il faut un impôt spécifique pour les entreprises « vivant » mieux de la crise, notamment les géants du numérique, ce qui n'exclut pas d'ouvrir le débat sur d'autres mesures fiscales. Le syndicalisme a besoin de propositions, de débats et non de conflits stériles cherchant des coupables. Il faut prendre le temps de l'analyse pour un diagnostic collectif. Si le seul indicateur retenu est le taux de croissance, le pays explosera. La seule boussole possible c'est le sens du collectif et la solidarité.

La revanche de la campagne sur la ville avec l'exode de citadins vers la « campagne » avec le confinement ?

Le désir de quitter les villes, denses et anxiogènes, est fort et accélère une tendance à l'inverse du traditionnel exode rural mais il ne s'agit pas de désirer n'importe quelle campagne. En majorité, ceux qui viennent à la campagne restent urbains, connectés et mobiles. Ils défendent une logique individuelle pour préserver leur mode de vie et leur confort. Pour d'autres, le village est la bonne échelle pour repenser en commun l'aménagement du territoire local, mettre en œuvre la transition écologique, développer des circuits courts et les assemblées citoyennes... Dans tous les cas, cela n'a rien à voir avec une fracture territoriale (Éric Charmes).

Les villes vont se réinventer. La densité perçue comme un avantage comparatif pour optimiser les interactions économiques et sociales, limiter la consommation d'espaces agricoles et naturels, est dangereuse dans une crise épidémique. Pour autant, la densité n'est pas à rejeter en soi mais à repenser. Il s'agit d'aller vers une ville à plusieurs vitesses, verte, saine et agile, donnant la priorité aux « courtes distances ». C'est la ville de la proximité humaine. La pandémie est une opportunité pour mieux faire respirer la ville de demain sans la quitter (Michel Lussault).

Un autre monde : une illusion ?

Le mirage d'un autre monde (Vincent Charlet)

La crise sanitaire ne remettra pas en cause la mondialisation tant que celle-ci apportera des bénéfices aux consommateurs et aux entreprises. Les nationalismes et la recherche de l'autosuffisance économique ne pourront pas durer. Qui sera prêt à payer le surcoût d'une relocalisation ? Seuls des choix politiques pourront changer le monde. Avec une taxation universelle du carbone pour lutter contre le réchauffement climatique, on peut penser que le commerce mondial refluera.

Dès le néolithique, la maison en dur scelle le confinement des humains dans une boîte immobile (JP Demoule)

Le confinement s'inscrit dans la longue histoire de l'humanité. Le chasseur-cueilleur a pris progressivement le contrôle de la nature, inventé l'agriculture et... débuté alors la perte de la biodiversité. Une fois l'ensemble du globe colonisé, les humains ont arrêté de bouger.

On ne télétravaille pas forcément, mais on se déplace confiné dans une automobile, un métro ou un train. De même, on rejoint un bureau où on ne bougera plus, assis devant un écran. Nous n'habitons plus des maisons éparpillées mais pour la plupart d'entre nous des appartements empilés. Ce n'est que l'échelle du confinement qui a changé. La pandémie régénère le débat sur le modèle de société ainsi que sur la notion de croissance.

Le monde d'après et la prospective (Julien Damon)

Le monde d'après n'est pas une idée nouvelle mais un peu de rigueur et d'humilité s'imposent pour en parler. Méfions-nous de ceux qui promettent des lendemains qui chantent ou prévoient l'apocalypse. L'avenir est toujours plus discontinu que prévu. Il y a les mutations tendanciennes connues mais leur extrapolation conduit à une vision erronée du futur alors que ce sont les ruptures imprévues qui le façonnent (science nucléaire, technologie numérique...). Prenons le temps d'envisager l'avenir sous différents visages, ni pour rêver ni pour se faire peur mais pour le préparer.

Crise économique : le pire est-il vraiment sûr ?

L'économie ne va pas repartir rapidement compte tenu des effets en cascade sur les chaînes de production ou la confiance des consommateurs. Cela dépendra de la durée du déconfinement (Laurence Boone). Il y aura un effet de rattrapage et il existe un précédent : mai 1968. Les entreprises devront reconstituer leurs stocks avec des prêts garantis par l'État. L'épargne forcée des Français qui ont peu consommé pendant la crise peut y contribuer avec une reprise de la consommation (Lionel Zinsou).

L'après ne favorisera pas une société de gauche mais accélère des mesures néolibérales (Philippe Mirowski)

L'après crise des subprimes a laissé peu de place à l'optimisme. La crise focalise notre attention et celle de la gauche sur l'urgence du court terme pendant que les néolibéraux, mieux organisés, se préparent à développer un marché moins régulé. Le contrecoup sera plus rude qu'en 2008 car l'impact de la crise sera plus important. Pendant que la gauche est inaudible depuis 2008, les néolibéraux se sont organisés. Ce n'est pas un complot mais des personnes reliées entre elles et organisées autour de think tanks.

Demain les émeutes de la faim (Contribution de Mery Fazal Chenai)

Le monde risque une pandémie de la faim, sans commune mesure avec, à l'échelle de nos villes, les queues devant les associations d'aide humanitaire qui s'étendent à des nouveaux pauvres (familles et étudiants modestes, migrants, ...). Chaque jour, plus de 20 000 personnes dans le monde meurent de la faim et d'après l'ONU, 135 millions de personnes seraient au bord de la famine. Il faut d'urgence trouver des solutions à l'échelle internationale. Sans sécurité alimentaire, nous n'aurons jamais de paix et de stabilité. L'Europe doit y contribuer.

Réinterroger la mondialisation

Le procès fait à la mondialisation est absurde (Nicolas Baverez)

La mondialisation n'est pas responsable de tous les maux de la planète et n'a pas engendré le Covid-19. Ceci nous empêche de comprendre la crise et d'y apporter des solutions. Avec la crise des subprimes de 2008, la mondialisation était déjà morte (montée du nationalisme et du populiste). Le monde est devenu multipolaire, instable, sans leader, il se renationalise alors que nous sommes de plus en plus inter-dépendants.

L'industrie et les emplois ont basculé vers les pays du Sud. La désoccidentalisation du monde est en marche, accentuée par la décomposition du leadership américain. Les dérégulations et l'entrée de la Chine dans l'OMC, sans respect du droit international ni conversion et stabilité de sa monnaie, lui ont permis de devenir l'usine du monde avec l'accumulation d'énormes réserves de change. Cela entraîne une dangereuse dépendance.

La mondialisation et le libéralisme : non ce n'était pas mieux avant (Johan Norberg)

Attendons la sortie de crise pour tirer des leçons. La mondialisation a contribué à la propagation des virus mais il se serait autant développé en Amérique du Sud au temps de Christophe Colomb. Avec le libéralisme et la mondialisation, l'humanité ne s'est jamais aussi bien portée pour faire face à une pandémie. Depuis 30 ans, la part de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté est passée de 36 % à moins de 10 % ; Les taux de mortalité aux maladies transmissibles ont été divisés par 2 et l'espérance de vie a continué sa progression.

Jamais dans l'histoire une réponse aussi rapide à une maladie inconnue n'a existé avec déjà une centaine de programmes de recherche sur un vaccin. Nous avons sûrement trop empiété sur l'habitat des animaux sauvages mais cela n'explique pas tout. La seule façon de le préserver c'est l'agriculture moderne qui a permis de nourrir la population mondiale en progression constante. Avec les techniques des années 1950 il aurait fallu convertir en surfaces agricoles 3 milliards d'hectares (la taille des États-Unis du Canada et la Chine réunie) pour la nourrir.

La crise intensifie la lutte entre 2 visions contradictoires du monde (Robert Malley ex conseiller de Barack Obama)

La pandémie renforce l'antagonisme entre les États Unis et la Chine. Deux visions s'affrontent : la souveraineté nationale et l'autoritarisme, la coopération multilatérale et la solidarité internationale. La pandémie pourrait servir les intérêts des régimes autoritaires qui ont les mains libres pendant cette période. Imaginons ce que cela serait dans les États affaiblis par des conflits internes ou confrontés à une grande détresse sociale avec des émeutes violentes.

Le Covid-19 entre internationalisme et nationalisme (Gaby Taub)

Le rêve mondialiste néolibéral a montré son incapacité à agir contre le Covid-19. Ce rêve est plus attrayant depuis le « business lounge » d'un aéroport que depuis un quartier populaire ravagé par le chômage. La Chine a exploité à son avantage sa gestion de la crise sanitaire. L'Union européenne a laissé l'Italie se débrouiller seule. Les institutions internationales ont été inaudibles.

Seuls des États-nations démocratiques peuvent faire naître solidarité et altruisme comme de grandes familles. Ils sont efficaces pour que les peuples exercent un contrôle de leurs destins. Plus les droits de l'homme sont rattachés à l'internationalisme moins les citoyens exercent un contrôle sur les décisions de leurs dirigeants. Israël, État-nation qui a su mieux que d'autres faire face à la crise du Corona en est un exemple.

Un défi pour la démocratie et les libertés

Il y a longtemps que nous sommes sortis à bas bruit du régime démocratique libéral (Pierre Manent)

L'État dicte le permis et le défendu, le noble et le vil. Nous sommes sortis à petit bruit du régime démocratique libéral qui justifiait que les grandes questions nourrissent de grands débats.

Ce ne sont pas les fondamentaux du libéralisme qui sont atteints par la crise, ce sont ceux de la mondialisation avec la mise en concurrence de tous avec tous et la corruption.

L'épidémie est une épreuve de vérité pour tous les régimes autoritaires ou non (Yasha Mounk)

La théorie d'un monde dangereux, de la nécessaire fermeture des frontières, de l'homme fort indispensable, donnent des arguments aux populistes alors que nous savons qu'une coopération internationale est indispensable pour faire face à la pandémie : c'est un défi monumental pour les démocraties qui ne peuvent pas échouer sinon elles seront discréditées pendant longtemps.

Les Français de plus en plus réticents face à la limitation des libertés publiques (Martial Foucault)

En France, la théorie des circonstances exceptionnelles a servi d'appui à des mesures privatives de liberté. Depuis le début de l'épidémie, le consentement au confinement diminue. Une exception : un plébiscite pour les masques et les tests de dépistage. Une incertitude : le tracing avec une approbation limitée. Cette évolution intervient dans un contexte de méfiance grandissante envers la gestion gouvernementale de l'épidémie.

Si le gouvernement a failli, la solution pénale n'est pas la bonne (Olivier Beaud)

Au 22 avril, déjà 28 plaintes, avec l'appui d'intellectuels, visaient des ministres en exercice accusés d'avoir commis des fautes dans la gestion de la crise. Elles affaiblissent la responsabilité politique et relèvent d'un populisme légal. Certaines cherchent à déstabiliser le gouvernement avec l'accusation de mensonge d'État. C'est une impasse pour des raisons de recevabilité juridique. Ces plaintes doivent d'abord s'exercer devant le Parlement.

Les Maires et l'État (Sébastien Lecornu) - L'État doit savoir compter sur les Maires (Philippe Laurent)

Les maires jouent un rôle majeur pour assurer le respect du confinement et la continuité des services publics. Ils peuvent utiliser le pouvoir de police conféré par la loi mais ne doivent pas chercher à s'y substituer en restreignant davantage les libertés.

Le triomphe des démocraties individualistes d'Asie (Jean-Jacques Roche)

Ces pays accordent la primauté à l'intérêt général et non à l'individu. Cela explique en grande partie leur réussite pour limiter le développement de l'épidémie. En combinant plusieurs facteurs, dont le tracing, ces pays démocratiques proposent d'autres modèles d'organisation sociale. Ces États stratèges ne compensent pas la désindustrialisation par des prestations sociales mais favorisent l'insertion de leur économie dans les réseaux de la mondialisation en investissant l'enseignement et la recherche comme soutien à la production de biens à forte valeur ajoutée. C'est un défi à nos sociétés, demandant plus de protection et moins d'impôts pour se réinventer ou la fin de la domination libérale occidentale ?

Les nouvelles technologies

Ne pas jeter les technologies numériques avec l'eau du bain (Gilles Babinet)

Des innovations numériques sous contrôle démocratique renforcé peuvent accompagner la sortie de la crise mais c'est un débat qui divise. Il couvre plusieurs champs : l'épidémiologie avec l'analyse statistique de l'évolution de la pandémie et l'identification de clusters, les systèmes d'information hospitaliers pour trouver des équipements, l'information individuelle numérique par rapport à l'épidémie avec le risque d'être au contact d'individus contaminés : c'est notamment l'objet de l'application Stop Covid pour laquelle plusieurs experts en cyber sécurité confirment qu'elle ne pose pas de problème particulier pour les libertés. L'ensemble de ces dispositifs doit être coordonné : c'est ce que Taiwan, la Corée du Sud... ont fait et cela a contribué à la lutte contre l'épidémie avec la mise en place d'un comité, sous la supervision du parlement à Taiwan, composé essentiellement de scientifiques.

Penser que le remède est pire que le mal serait une grave erreur revenant à considérer que les technologies numériques sont plus fortes que la démocratie, ce serait aussi se soumettre aux nouvelles formes de pouvoir des GAFAM. Le débat doit porter sur l'organisation d'un contrôle démocratique.

Aucune technologie contre le Covid-19 ne doit être soumise à un monopole (Ellen't Hoen et Achal Prabhala)

Des traitements seront trouvés mais le risque existe que les groupes pharmaceutiques décident seuls des bénéficiaires. Une mise en commun des fruits de la recherche est indispensable. Le monopole pour les brevets est normalement de 20 ans mais il peut être prolongé par des brevets additionnels. La plupart des traitements prometteurs sont couverts par des brevets. Le recours à la licence obligatoire se développe pour suspendre l'exclusivité des brevets sur un produit mais cela suppose une démarche de chaque pays. Une mise en commun des recherches, dans laquelle aucune technologie et aucun virus ne seraient soumis à un monopole d'innovation, pourrait être financée par des fonds publics.

Les Français réclament de l'État le risque zéro. C'est le temps de « l'État nounou » (Jean-Philippe Vincent)

Le risque de mourir est devenu insupportable pour les Français bien que peu soient touchés par le virus : ils ne veulent que des certitudes. Le déconfinement ne supprime pas le risque zéro qu'ils exigent de l'État même si les limitations des libertés les irritent. Chaque jour, ils attendent les ordres du pouvoir avec en contrepartie une inévitable infantilisation.

Les réseaux sociaux dans la lutte contre le Covid (Gianluca Manzo)

L'analyse des réseaux sociaux contribuerait à affiner les modèles de diffusion permettant de lutter efficacement contre la pandémie. Les avis du conseil scientifique reposent sur des modèles mathématiques ne permettant pas de comprendre comment circule effectivement le virus. Pour cela, il faut agir dans 2 directions : développer à grande échelle la collecte des données numériques et des méthodes traitant rapidement les interactions sociales.

Les GAFAM, gagnant de la crise (Nicolas Bouzou)

La crise est un accélérateur d'activité pour le nouveau capitalisme américain des GAFAM dont l'utilisation des applications explosera. Qui aujourd'hui n'utilise pas Amazon, WhatsApp, Facebook, Messenger, Skype ? L'Europe est en retard technologique sur le numérique, l'intelligence artificielle, les robots... Une exception néanmoins : les consultations médicales Doctolib. Il est impératif de protéger les start-ups européennes avec un appui de la banque européenne d'investissement.

La culture demain et le numérique

Les musées au temps du Corona virus Bruno (Maxime Abouddrar)

Nous ne consommerons plus l'art comme avant : aux foules admirant les expositions succèdent de nouvelles manières d'accéder aux œuvres. Nul besoin d'avoir vu sur place la Joconde, qu'on ne peut approcher que pendant quelques minutes fugaces dans un musée, pour l'admirer.

Artiste, créatif : le numérique ou la mort ? (Jean-Laurent Cassely)

La diffusion en ligne de contenus culturels bouleverse l'économie présente ; le confinement et l'annulation des grands rassemblements culturels l'accélèrent. La dématérialisation de la culture a été importante pendant le confinement de même que les enseignements à distance. C'est une tendance

mortelle pour tous ceux qui en vivent. Le payant deviendra le choix de l'internaute à la place des offres de proximité dans sa ville. Les grandes plates-formes numériques seraient les seules gagnantes alors que les créatifs auront perdu l'accès direct à leurs clients et à leur public.

L'éloge du cours virtuel plutôt qu'une fausse présence avec un masque (Annabelle Martin Golay)

Difficile de reprendre les cours dans des conditions incertaines en portant un masque qui dénature le principe pédagogique reposant sur le face-à-face humanisé. Pour accéder au savoir il faut avoir confiance au sein d'un environnement bienveillant. Un cours virtuel où l'on distingue le visage et la voix est préférable à cette fausse présence avec un masque rappelant la menace du virus. Il est préférable de continuer en visioconférence en recherchant des solutions efficaces pour la priorité immédiate : celle des décrocheurs.

L'hôpital, la santé

Le système français de santé de sécurité sociale : le 1er du monde ? (Jacques Julliard)

Il y a quelques mois notre système était pour nous le meilleur du monde : par son coût sûrement, moins par son efficacité. Le festival d'autosatisfaction de ceux qui affirment « je vous l'avais bien dit », « vive le retour à l'État stratège » est aberrant. Halte au feu idéologique : la France doit se repenser sans complaisance pour éviter qu'un peuple qui se sent abandonné par ses élites se tourne vers le populisme.

Repenser l'hôpital de demain (Guy Collet et Gérard Vincent)

Le statut des établissements publics est incompatible avec la souplesse nécessaire pour faire face aux enjeux actuels ; le système de santé n'échappera pas à une régulation notamment financière. Il faut sortir du débat mortifère public-privé. Le modèle des hôpitaux privés à but non lucratif, même imparfait, apparaît comme celui répondant le mieux aux exigences d'efficacité et de qualité de vie au travail. La gouvernance y est simple, le directeur nommé par le conseil d'administration est responsable devant lui, le statut du personnel est défini par une convention collective propre à chaque établissement. C'est clair, simple, responsable. La crise actuelle pourrait remettre en cause le modèle des cliniques commerciales amenées à évoluer vers un système de Fondations.

Les réanimateurs souffrent de la disparition du temps de soin (Jean-Paul Mira, Marie-Rose Moro et Antoine Perrier)

Les soignants ne peuvent plus prendre le temps des soins comme tous les personnels en première ligne. C'est un stress considérable lié à la suractivité et aux effets psychologiques du confinement. La pathologie Covid rend les patients semblables avec une prise en charge technique répétitive empêchant l'individualisation des soins. Cette pandémie rappelle qu'en médecine le traitement s'adresse à la maladie et le soin à la personne.

Nous urgentistes ne subissons plus (Philippe Juvin et Mathias Wardon)

L'épidémie a conduit à revoir dans l'urgence l'organisation des hôpitaux avec des méthodes relevant du système D. Tous ces sujets étaient sur la table depuis des années. Il faut continuer à faire confiance aux médecins dans la gestion de l'hôpital qui a rappelé la vertu des circuits courts de décision. Attendons le grand plan annoncé pour les hôpitaux mais il n'y aura pas de retour en arrière : on croit aux promesses, on attend des actes.

L'économie et la santé sont interdépendantes (Barbara Stiegler)

Opposer santé et économie est un piège qui fait le jeu de la logique du profit. Cette opposition entre le monde des valeurs morales et des valeurs matérielles n'est pas nouvelle. Pour Nietzsche, ce dualisme engloutit toutes les autres valeurs. L'économie et la santé sont interdépendantes : la santé n'est pas une valeur morale abandonnée à la seule logique du profit mais l'enjeu d'un conflit d'évaluation ou d'arbitrage qui devrait faire l'objet d'un débat démocratique privilégiant une logique collective de protection plutôt qu'une logique individuelle centrée sur l'optimisation et la performance des innovations biotechnologiques.

Un New Deal pour notre système de santé (Michael Peyromaure et Thierry Schaeffer)

Notre système de santé, basé sur la précaution indéfinie et l'empilement de réglementations absurdes, montre un conservatisme mortifère caractérisé par la « gouvernance par le nombre » comme la décrit Alain Supiot. Une décentralisation du système de santé s'impose en s'appuyant sur les Régions, en repensant les missions des ARS, en revalorisant les professions du soin, en supprimant les inutiles hiérarchies hospitalières cloisonnées.

Un réseau sanitaire mondial doté de ressources efficaces est indispensable par rapport aux futures pandémies

Les épidémiologistes avaient annoncé que de nouvelles épidémies étaient inévitables. La prochaine pandémie pourra émerger n'importe où. La crise sanitaire a révélé l'impréparation des systèmes sanitaires et le sous financement chronique des programmes de recherche. C'est pourquoi le Covid-19 a pris de vitesse des pays occidentaux qui n'avaient pas pris en compte les alertes épidémiologistes. Il est urgent, au niveau international, de se préparer aux prochaines crises épidémiques : les outils pour le faire existent mais qu'en est-il de la volonté politique multilatérale ?

Une réforme fondamentale de l'ONU et de l'OMS est urgente (Collectif international de santé)

La santé est le premier des biens publics mondiaux. Il faut donner à l'OMS les moyens d'agir alors que son budget ne représente qu'un tiers du budget des hôpitaux de Paris et que beaucoup d'États privilégient leur souveraineté dans un monde pourtant de plus en plus interconnecté. L'OMS doit pouvoir s'assurer de la mise en œuvre de ses recommandations et sanctionner les États. Pour cela, son financement ne devra plus dépendre de contributions volontaires d'États. Son intervention devra être élargie à de nouveaux domaines : alcool, tabac, boissons sucrées, risques environnementaux.

L'économie, les entreprises et les emplois, le télétravail

Le protectionnisme économique est de retour (David Goodhart)

Le retour au protectionnisme se traduirait par un coup de barre à droite pour le social et à gauche pour l'économie avec l'utilisation massive de la planche à billets, sans angoisse sur un possible retour de l'inflation ou le remboursement de la dette. Le confinement a tout changé et nous devons réécrire les manuels d'économie.

Corona virus : quelles répercussions économiques ? (Philippe Lagayette, Institut Jacques Delors)

L'augmentation de la dette publique est généralisée pour compenser le choc économique de la crise et ses conséquences sociales sans impact réel sur une relance économique puisque la production est largement bloquée dans tous les pays. Mais la situation des États n'est pas homogène entre ceux qui ont une situation financière saine et les autres. En Europe, la BCE privilégie la monétarisation de la dette. Des coronabonds permettraient une forme de mutualisation de la dette pour éviter que les États les plus faibles, soumis à des taux d'intérêt élevés sur leurs emprunts, aggravent leur situation et menacent l'ensemble de l'Union européenne.

Le télétravail un outil à généraliser ? (Michel Jouvét)

Pendant la crise, le télétravail a été largement développé dans les entreprises, un peu moins dans les administrations. Avec 10 millions de personnes en chômage partiel, 6 entreprises sur 10 l'auraient utilisé. Une explosion des téléconsultations médicales est remarquée.

Le télétravail permettrait des gains de productivité et simplifierait la vie des familles en limitant le temps consacré aux déplacements domicile-travail (4 000 kilomètres par an) et en diminuant les charges qui en résultent avec une contribution à la limitation de l'émission de CO2. Pour autant, toutes les conditions ne sont pas réunies pour le développer. Il faudra être équipé d'un ordinateur performant et d'une liaison Internet satisfaisante, s'isoler dans son logement. Enfin, il pourrait avoir des effets pervers en abolissant la frontière temps privé-temps professionnel. Son développement devra inciter à la création d'espaces de coworking près de chez soi.

Auto-entrepreneurs : la double peine (Nathalie Samson)

Pour 450 000 auto-entrepreneurs qui n'ont pas de revenus pendant la crise sanitaire, c'est la double peine quand il s'agit aussi de faire face aux besoins de sa famille et qu'ils ne cochent pas les bonnes cases pour bénéficier des aides publiques qui viennent néanmoins d'être redimensionnées.

Apprendre à financer le futur (Patrick Artus Étienne Klein et Jean Hervé Lorenzi)

Dans le capitalisme actuel, les actionnaires ont une exigence de rendement élevé du capital d'au moins 12 % : c'est peu supportable par les entreprises du secteur privé. Pour y remédier, il faut mélanger financements publics et privés avec l'intervention de banques publiques auprès des entreprises qui pourront se refinancer sur les marchés, avec la garantie de l'État, à des conditions favorables. L'union européenne et la bonne échelle pour le faire.

Riposte à la crise économique en 3 actes (François Villeroy de Galhau)

Après l'acte I de l'urgence, la réussite de l'acte II pour repartir progressivement après le 11 mai, reposera sur des conditions parfois contradictoires : confiance des ménages, solvabilité des entreprises et soutenabilité de la dette publique. Il faudra éviter l'effet récessif de hausses d'impôts et ne viser que la consolidation budgétaire : les outils pour le faire sont multiples tant au niveau de la France que de l'Union européenne.

Faut-il conditionner les aides aux entreprises à la transition écologique ? (Thierry Weil et Mathieu Orphelin)

Pour le premier, c'est compliqué à mettre en place car il faut dans l'urgence faire simple et massif et se méfier des politiques publiques visant plusieurs objectifs en excluant des aides à ceux qui ne cochent pas les bonnes cases.

Pour le second, ce serait une erreur que de ne pas le faire. L'État providence doit se réconcilier avec l'État stratège : investir pour sauver mais aussi pour transformer dans une vision à long terme ; ceux qui seront aidés doivent respecter des engagements pour limiter le réchauffement climatique.

L'union européenne : en danger mortel ou en renouveau ?

La mondialisation et l'Europe (Nicolas Baverez)

Les démocraties n'ont pas d'autre choix que de relocaliser et de réindustrialiser pour des raisons de sécurité mais la France a un handicap avec l'effritement de son tissu industriel. En Europe, aucun pays ne peut développer une industrie compétitive sur son seul marché : c'est l'atout d'un marché européen avec 450 millions de consommateurs. L'Union européenne doit lancer un plan coordonné d'aide à l'investissement et à la recherche dans l'industrie ; refonder sa souveraineté, sinon elle se décomposera et le 1er pays concerné sera l'Italie, avec une dette publique de l'ordre de 180 % du PIB (celui de la Grèce en 2009). L'Europe n'a pas de stratégie claire ni de leader pour l'incarner. La France n'est pas crédible pour l'assurer avec ses déficits et ses difficultés à se réformer. Le débat qui nous attend est celui de l'arbitrage entre sécurité et liberté. Certains pays réserveront la liberté, d'autres basculeront dans l'autoritarisme.

Le moment est venu de repenser une Europe fondée sur la civilisation (Hélène Carrère d'Encausse)

L'Europe a été un projet magnifique qui a dérivé vers des querelles et des intérêts particuliers. Il lui manque l'essentiel : la civilisation héritée d'Athènes, de Rome, de l'Europe chrétienne romaine et byzantine. Le moment est venu de repenser une Europe fondée sur la civilisation et englobant la Russie. Les Russes ont un sens aigu de l'histoire et ont conservé la conscience de la mort. La Chine est aussi une grande civilisation, portée par un système politique autoritaire. Avec une nouvelle route de la soie, un projet d'expansion économique, la Chine sait où elle veut aller, ce n'est pas le cas pour nous.

Cette crise joue son destin mais c'est l'occasion de faire un grand saut en avant (Romano Prodi)

En 2008, avec la crise des subprimes, les pays du Sud étaient accusés de gestion dispendieuse par ceux du Nord. Aujourd'hui, la catastrophe économique sera bien plus grave et ce n'est la faute d'aucun pays membre. C'est l'occasion d'approfondir le projet européen dont l'architecture est inachevée. On ne peut pas avoir une monnaie unique et un marché commun sans une harmonisation à minima des politiques budgétaires, fiscales, économiques avec une mutualisation de certaines dépenses, notamment de grands investissements. En 2008, on pouvait être patient, aujourd'hui ce n'est plus le cas et la mutualisation de la dette est indispensable, voire des subventions aux pays les plus touchés. Sinon ce sera la division de l'Europe en deux, sans parler de la montée de l'extrême droite. La France a un rôle pivot majeur d'autant que, sans la Grande-Bretagne, elle est le seul pays de l'Union européenne à disposer de l'arme nucléaire et d'un siège à l'ONU. Pourrait-elle remettre son droit de veto au Conseil de sécurité à l'Europe tout en gardant certaines prérogatives ?

Si on parle aux jeunes du projet européen en évoquant la paix, on passe pour un dinosaure, si on évoque la concurrence de la Chine, des États-Unis et des GAFAM ça leur parle.

Les pays de l'union européenne ne sont pas assez unis face à une attaque de la zone euro (Jean Tirole)

Nous avons des outils pour gérer la crise, mieux qu'en 1929. L'absence de coopération ne fera qu'accentuer le choc économique. Un objectif urgent est de protéger l'appareil productif et tous ceux qui travaillent. Ceux qui proclament qu'il faut arrêter la mondialisation devraient expliquer ce que cela implique pour les peuples : licenciements, augmentation des prix... Pour autant, il faut en pallier les effets pervers.

L'Union européenne doit accepter de mutualiser les dettes publiques sinon elle sera comme un château de cartes qui s'effondrera. Néanmoins, il ne faut pas sous-estimer le risque que les attaques spéculatives se déplacent à toute la zone euro.

Émettre de la dette européenne plutôt que des coronabonds (Hubert Kempf)

L'émission de coronabonds par la BCE la ferait sortir de sa mission d'assurer la stabilité monétaire au sein de la zone euro. Par ailleurs, le budget de l'Union européenne doit être équilibré et ses marges de manœuvre sont faibles. La dette pourrait alors être émise par une agence européenne créée par tous les États qui y apporteraient leurs garanties. Cette agence, contrôlée par le Parlement européen, transmettrait les fonds levés à la Commission qui se chargerait de leur répartition selon les besoins macro-économiques existants. Contrairement à la mutualisation, il n'y a pas de transferts financiers d'un groupe d'États vers un autre car tous s'impliquent.

En matière sanitaire, l'union européenne devrait disposer d'un régime de crise (Hélène Gaudin)

L'union européenne ne dispose que d'une compétence limitée, partagée avec les États membres pour les enjeux communs de santé publique. La santé joue comme une clause de souveraineté nationale des États. Il est urgent que l'Union se dote d'un régime de crise en matière sanitaire au nom du principe de subsidiarité.

(*)

Penser par nous même https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/03/200327_Contrib_Jouvet.pdf

Glanage 1 https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/04/200406_Contrib_Jouvet.pdf

Glanage 2 https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/04/200414_Contrib_Jouvet.pdf

Glanage 3 https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/04/200421_Contrib_Jouvet.pdf

Glanage 4 https://www.nantes-citoyennete.com/wp-content/uploads/2020/05/200506_Contrib_Jouvet.pdf

(**) Pacte écologique <https://www.pactedupouvoirdevivre.fr/wp-content/uploads/2019/03/pacte-social-et-ecolo.pdf>